

**POLE LOGISTIQUE
SERVICE ACHAT
SERVICE TRAVAUX**

n° 2025-01

**Prestations de gardiennage et de surveillance
sur les différents sites et fourniture de
dispositifs de protection pour les agents de la
CPAM se trouvant en situation de travailleurs
isolés.**

Pouvoir adjudicateur
CPAM de la Loire-Atlantique
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9

Service achats
Achats441@assurance-maladie.fr

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Table des matières

ARTICLE 1. CADRE CONTRACTUEL	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Cadre juridique.....	3
1.3. Allotissement.....	3
1.4. Durée.....	3
1.5. Notification	3
1.6. Documents contractuels	4
1.7. Cadre réglementaire	4
ARTICLE 2. PENALITES.....	5
ARTICLE 3. PRIX.....	6
3.1. Forme des prix	6
3.2. Contenu des prix	6
3.3. Révision	7
3.4. Facturation et règlement	7
ARTICLE 4. FIN DE MARCHE	9
4.1. Résiliation pour faute	9
4.2. Résiliation pour cumul de pénalités.....	9
4.3. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	9
4.4. Recevabilité.....	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 6. SOUS TRAITANCE.....	10
ARTICLE 7. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 8. DONNEES PERSONNELLES.....	11
ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES	11
9.1. Assurances	11
9.2. Fourniture des documents administratives réglementaires.....	12
ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG.....	12

ARTICLE 1. CADRE CONTRACTUEL

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture de prestations de gardiennage et de surveillance sur les sites de la CPAM de Loire-Atlantique ainsi que la fourniture de dispositifs de protection pour les agents de la CPAM se trouvant en situation de travailleurs isolés. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

1.2. Cadre juridique

Les parties contractantes du marché sont :

- D'une part le Pouvoir Adjudicateur : la CPAM de Loire-Atlantique, dont le siège est situé au 9 rue Gaëtan Rondeau, 44958 Cedex 9, représentée par son Directeur général.
- D'autre part, le Titulaire : le prestataire.

Le contrat liant le pouvoir adjudicateur et le prestataire est composé des documents suivants, présentés par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et l'offre financière annexée
- Le présent CCAP
- Le CCTP
- L'offre technique du prestataire
- Le CCAG fournitures courantes et services.
- Le livre de sécurité de la CPAM.

1.3. Allotissement

Le marché n'est pas alloté pour les raisons suivantes : l'allotissement de ce marché rendrait techniquement difficile la réalisation des prestations car les outils déployés permettent d'assurer la cohérence opérationnelle nécessaire à l'organisation des prestations (gestions des alarmes à distance pour l'ensemble des sites au niveau du PC sécurité du site de BEAULIEU).

1.4. Durée

Le marché prend effet le **01/04/2025**. Sauf si la notification intervient après cette date.

Sa durée d'exécution est d'un an à compter de sa date de notification. Le marché peut être renouvelé tacitement trois fois, pour une période d'un an. Sa durée maximale est de quatre ans.

Si l'une ou l'autre des parties souhaite mettre fin au marché à la date d'échéance de ce dernier, celui-ci est résilié après un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.5. Notification

Le Pouvoir Adjudicateur notifie l'attribution du marché via la plateforme sécurisée de l'état « PLACE ».

Le Titulaire reçoit, de la plateforme, un courriel l'avertissant qu'un message a été envoyé du Pouvoir Adjudicateur. Afin d'accuser réception, le Titulaire doit cliquer sur le lien reçu.

Ce recommandé contient la notification d'attribution ainsi que le livret de sécurité du prestataire.

Le Titulaire s'engage à attester par mail de la réception du livret de sécurité du prestataire.

La date de notification du marché correspond à la date de l'accusé de réception de la notification transmis par la plateforme au Pouvoir Adjudicateur.

1.6. Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

Pièce n°1 : l'Acte d'Engagement dûment complétés annexé de la pièce financière,

Pièce n°2 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

Pièce n°3 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

Pièce n°4 : le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-FCS) - Arrêté du 30 mars 2021,

Pièce n°5 : le Mémoire technique établi selon le cadre technique fourni par le Pouvoir Adjudicateur,

Pièce n°6 : le livret de sécurité de la CPAM remis lors de la notification du marché.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, ces pièces prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

1.7. Cadre réglementaire

Le Titulaire se soumet à l'ensemble des règles européennes et nationales applicables aux prestations objet du présent marché et notamment aux dispositions suivantes :

- L'article L 124.4 du Code de la Sécurité Sociale,
- Le code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du régime général,
- Les réglementations en vigueur telle que le code du travail, l'hygiène et la sécurité au travail, le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),
- Le Code de l'environnement, en vigueur à la date d'exécution du marché.
- Code de la sécurité intérieure,
- Loi 2003-239 du 18/03/2003 pour la sécurité intérieure, loi et décrets qui définissent un système d'autorisations préalables par les services de la préfecture, autorisation d'exercice de l'activité pour l'entreprise, pour les dirigeants, habilitation moralité individuelle d'aptitude préalable (CQP),
- Convention collective nationale des entreprises de prévention et sécurité, IDCC n°1351 du 15 février 1985, entré en vigueur 1985, de ses avenants et annexes ainsi que les textes attachés.
- Décret 2009-214 relatif aux étrangers souhaitant exercer en France,
- Décret 2009-137 relatif à la carte professionnelle, à l'autorisation préalable et à l'autorisation provisoire des salariés participant aux activités privées de sécurité,
- Arrêté du 5 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 25 juin 2009 relatif au titre professionnel d'agent(e) de sûreté et de sécurité privée,
- Décret 2007-1181 modifiant le décret 2005-1122 relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage,
- Arrêté du 28/09/2007 portant extension de l'accord du 1^{er} décembre 2006 relatif aux qualifications professionnelles des métiers de la prévention sécurité conclu dans le cadre de la convention collective
- Arrêté du 28 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 27 février relatif à la formation continue des agents privés de sécurité,
- Arrêté du 28 septembre 2018 sur l'acquisition, la détention et la conservation des armes pour l'exercice d'activités privées de sécurité,
- Arrêté du 02/05/2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des ERP et IGH,
- Décret du 20/02/1992, obligation de mise en place d'un plan de prévention relatif à l'intervention d'entreprises extérieures,

- Décret 86-1058 du 26/09/1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de sécurité.

ARTICLE 2. PENALITES

Par dérogations à l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes au marché peuvent donner sans mise en demeure préalable lieu à l'application des pénalités suivantes :

Non-conformité objet de la pénalité	Montant de la Pénalité
Retard d'ouverture des locaux aux heures mentionnées	50€/heure de retard
Non-remplacement d'un agent de sécurité absent ou défaillant	100€/heure d'interruption
Absence ou retard dans la fourniture des documents administratifs énumérés à l'article 9 du présent CCAP.	150 €/constat
Non-respect des consignes opérationnelles ou des dispositions des articles [savoir-faire / savoir-être].	100 €/constat
Absence ou retard dans la transmission des documents contractuels notamment dossiers individuels des agents.	100 €/manquement
Absence de production de la carte professionnelle sur demande du pouvoir adjudicateur pour un agent.	100€/manquement
Absence de production de la déclaration unique d'embauche avant toute nouvelle prise de fonction d'un agent.	100€/manquement
Absence de tenue de travail identifiée au nom de la société.	50€ par tenue
Défaut de fourniture ou dysfonctionnement d'équipement ou de moyens matériels et de restitution du matériels mis à disposition.	100€/part matériel
Dysfonctionnement constaté lors des opérations de vérifications sans le titulaire prévu au CCTP.	100€/par constat
Pénalité pour non présence de l'agent d'encadrement lors d'une opération de contrôle contradictoire prévue au CCTP.	100€/par constat
Fin de marché Non restitution des documents définis au C.C.T.P. le dernier jour.	100 € par constat
Fin de marché Non restitution des équipements mis à disposition en bon état de fonctionnement le dernier jour.	100 € par constat

Dans l'hypothèse où ces pénalités sont appliquées par la CPAM, le prestataire les déduit de la prochaine facture en les identifiant précisément sous l'intitulé « pénalités ».

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000.00€ pour l'ensemble des prestations du marché.

ARTICLE 3. PRIX

3.1. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires.

3.2. Contenu des prix

Prestations de gardiennage :

Les prix sont établis en euros hors TVA. Le taux de la TVA est fixé à 20 %.

En cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe en vigueur à la date du fait générateur.

De manière non limitative, les prix du marché sont réputés comprendre tous les équipements nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Le candidat doit, avant la remise de son offre, avoir pris connaissance des caractéristiques de chacun des matériels et des prestations faisant l'objet du marché, et s'être rendu compte de l'importance de toutes les difficultés ou sujétions pouvant en résulter lors de la visite des sites.

Il doit signaler toutes omissions ou imperfections qu'il est amené à constater afin de ne pas justifier d'une demande de prix supplémentaire.

Le prix des prestations est indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement, ils sont fixes et révisables.

Il correspond à l'exécution des prestations et l'affectation de l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires à sa réalisation, les dépenses liées au respect des réglementations d'hygiène, de sécurité et de protection des personnes, et tous les frais, charges, taxes et impôts afférents à la charge du prestataire. Par conséquent, aucune facturation complémentaire pour quelque motif que ce soit n'est possible.

Ils font l'objet d'une facturation mensuelle reprenant les montants tels que présentés dans l'Annexe financière.

Le montant correspondant à la réalisation des prestations n'est dû par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire que si les prestations sont exécutées, dans leur intégralité et conformément aux dispositions du présent marché. Par conséquent, en cas de mauvaise exécution ou inexécution du marché imputable au Titulaire pour quelque raison que ce soit, le montant dû par le Pouvoir Adjudicateur est réduit d'autant, et ce sans préjudice de l'application de pénalités.

Le Titulaire s'engage à une exécution complète des prestations objet du présent cahier des clauses particulières. Il lui appartient d'apprécier l'importance et la nature des travaux à réaliser, d'effectuer ou suppléer, par son expertise professionnelle, aux détails dont la nature, l'emplacement, la qualité et la quantité sont implicitement prévus dans le cadre d'une réalisation habituelle des travaux.

Fourniture de dispositif PTI :

Tarification :

Le prix des prestations est ferme et définitif. Il est mentionné dans le DPGF (décomposition du prix Global Forfaitaire) et servira de base à la facturation par le pouvoir adjudicateur.

Le prix inclut :

- ✓ Les travaux de préparation, documents, plans techniques, visites, devis et installations nécessaires à la prestation demandée,
- ✓ Les éventuelles essais requis (matériels).
- ✓ La fourniture, le transport, le stockage et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à l'exécution du marché,
- ✓ La mise à disposition des moyens matériels et humains nécessaires à la parfaite réalisation de la prestation et les frais associés,
- ✓ Les dépenses liées au respect des réglementations d'hygiène, de sécurité et de protection des personnes.

3.3. Révision

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres finales soit février 2025. Les prix sont également réputés fermes pendant les douze premiers mois suivant la prise d'effet du marché.

Au-delà de cette période, les prix deviennent révisables à chaque date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P=P0 (0,125+0,875 * (IN/IN0))$$

Dans laquelle : **P** = prix révisé

P0 = prix initial

IN0= référence INSEE, indice des prix de production des services français aux entreprises françaises - Services de sécurité privée (identifiant 010546040), au mois m0.

IN = référence INSEE, indice des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de sécurité privée (identifiant 010546040), dernière valeur de l'indice publiée à la date de révision des prix.

Les valeurs de chaque indice sont celles publiées au BMS (bulletin mensuel des statistiques) de l'INSEE. La précision de calcul doit être de 2 (deux) décimales. En cas de suppression d'un indice, et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, le Pouvoir Adjudicateur, avec l'accord du Titulaire, détermine un nouvel indice.

3.4. Facturation et règlement

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique. Cette disposition concerne aussi ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Dans ce cadre, le titulaire doit utiliser dans les conditions définies au présent article le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Ainsi, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM en tant que destinataire de la facture : 515 163 749 00010
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE ORDONNANCEMENT
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante:

CPAM – Service ordonnancement
9 rue Gaëtan Rondeau
44958 Nantes Cedex 9

En toutes hypothèses, les mentions conformes au marché devant figurer sur les factures papiers ou électroniques sont les suivantes, en application de l'article D2192-2 de la commande publique :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture. Seules les prestations et leurs modalités administratives associées qui sont réalisées conformément aux dispositions du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement.

Le Pouvoir Adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par le Pouvoir Adjudicateur des prestations objet du marché dans les conditions prévues par celui-ci.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 4. FIN DE MARCHÉ

4.1. Résiliation pour faute

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les obligations contractuelles lui incombant dans le cadre du présent marché ou en cas de faute, le Pouvoir Adjudicateur est en droit de résilier le marché concerné de plein droit dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour faute du Titulaire du marché ou inexécution de ses obligations contractuelles, le Pouvoir Adjudicateur fait procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues dans le marché concerné, aux frais et aux risques du Titulaire. Les frais comprennent les surcoûts résultant de l'exécution du marché concerné par un tiers ainsi que, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS les surcoûts engendrés par la procédure de passation d'un nouveau marché.

Une mise en demeure préalable est adressée au Titulaire du marché en recommandé avec accusé de réception. Y figurent les motifs de cette mise en demeure, l'indication d'un délai d'exécution raisonnable ainsi que la sanction envisagée en cas de manquement avéré, à savoir la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

4.2. Résiliation pour cumul de pénalités

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, lorsque le cumul annuel des pénalités mentionnées au présent document est supérieur ou égal à vingt pour cent (20%) du montant annuel, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, à tout moment, aux torts uniques du Titulaire.

En cas de résiliation du marché pour cumul des pénalités, l'exécution des prestations sera assurée par une tierce entreprise aux frais et risques du Titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS. Les frais comprennent notamment les surcoûts engendrés par la procédure de passation d'un nouveau marché et le surcoût résultant de l'exécution du marché par un tiers.

4.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Outre les cas de résiliation mentionnés dans le présent document, le Pouvoir Adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation du service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement. Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du Titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme qui n'auraient pas été prises en compte dans le décompte de résiliation.

4.4. Recevabilité

En vue de l'expiration du marché, le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur l'ensemble des éléments nécessaires à la parfaite reprise des prestations objet du marché, sans délais et sans rupture de services, que cette reprise soit réalisée par le Pouvoir Adjudicateur ou un tiers. Le Titulaire assiste le Pouvoir Adjudicateur dans la reprise de ces éléments ou le tiers dans le transfert de ces-derniers, sans surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur.

Le transfert de ces éléments doit être terminée à la date d'expiration du marché et au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires suivant celle-ci.

A l'issue du marché, le Prestataire restitue en parfait état de fonctionnement et de propreté les équipements, outils et locaux utilisés pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à respecter et à exécuter les prestations conformément à ses dispositions, aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur applicable, relative notamment à la sécurité des biens et des personnes, dont les recommandations et obligations liées au plan VIGIPIRATE.

Le Titulaire s'engage à exécuter le marché jusqu'à son terme, quel qu'en soit le motif, conformément à ses dispositions. Dans ce cadre, toute dégradation de service ou réduction de personnel liées directement ou indirectement à l'expiration du marché constituent une faute soumise à pénalités ou un motif valable de paiement partiel des factures correspondantes émises par le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions juridiques, sociales et fiscales applicables aux prestations objet du marché, notamment celles relatives aux certifications et accréditations des agents affectés à l'exécution du marché, et aux déclarations sociales de ces-derniers.

L'agent de sécurité affecté à l'exécution des prestations de sécurité doit être en possession d'une carte professionnelle obligatoire délivrée par le préfet, conformément à l'article L612-20 du Code de la sécurité intérieure.

ARTICLE 6. SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations objet du marché, le Titulaire doit faire obligatoirement et préalablement accepter l'entreprise sous-traitante et agréer ses conditions de paiement par le Pouvoir Adjudicateur. Le sous-traitant bénéficie du paiement direct si le montant des prestations sous-traitées excède 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 du code de la Commande Publique;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En complément de l'application de pénalités, toute sous-traitance non-déclarée peut-être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché (article 45 du CCAG FCS). Dans ce cadre, l'exécution de prestations de gardiennage jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau marché est facturée au titulaire du présent marché.

En tout état de cause, le Titulaire est intégralement responsable des actions et manquements de son sous-traitant, y compris en cas de non – respect par celui-ci de la réglementation applicable à la gestion de son personnel ou à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 7. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE


1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

-  prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,

- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ✚ ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ✚ ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ✚ ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ✚ ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- ✚ la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- ✚ les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- ✚ Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 8. DONNEES PERSONNELLES

Aux fins d'exécution des prestations objet du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur transmet de manière sécurisée au Titulaire les données personnelles strictement nécessaires.

Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à stocker ces données personnelles, de manière sécurisée, sur des serveurs situés sur le territoire de l'Union Européenne. Le Titulaire ne peut transférer ces données, de quelque façon que ce soit, pour quelque motif que ce soit à quiconque, à l'exception d'un éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre du marché pour l'exécution des prestations et après accord écrit exprès et préalable du Pouvoir Adjudicateur.

A la fin du marché, le Titulaire s'engage à supprimer ces données et à transmettre un certificat de destruction au Pouvoir Adjudicateur.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la clause de confidentialité du présent marché.

Le Titulaire et/ou le sous-traitant notifie au Pouvoir Adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de **72 heures** après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo.cpam-loireatlantique@assurance-maladie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES

9.1. Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, **dans un délai de quinze jours** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces marchés d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.2. Fourniture des documents administratives réglementaires

Le titulaire a l'obligation de fournir au Pouvoir Adjudicateur, même sans sollicitation de ce dernier, les documents suivants :

Lors de l'attribution du marché puis tous les ans, à date anniversaire du marché :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communiquer la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) : a) Sa date d'embauche ; b) Sa nationalité ; c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail,
- une attestation concernant le dépôt de l'ensemble de ses déclarations fiscales,
- une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- une attestation d'assurance.
- Lors de l'attribution du marché puis tous les six mois :
 - o Une attestation de vigilance URSSAF justifiant de la régularité de sa situation en matière sociale (paiement des cotisations et contributions sociales).

Tout retard ou absence de transmission de ces documents, ou toute transmission de documents falsifiés est considéré comme un manquement grave du Titulaire à ses obligations et peut déclencher l'application de pénalités, voire la résiliation du présent marché aux torts et aux frais du Titulaire.

ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG

Articles CCAP	Articles CCAG FCS
2	14 ;14.1.3
4.1	41
4.2	41
4.3	42